

Cauchemars des clochards



Les SDF dans la ligne de mire des élections

municipales

L'aspirant maire de Budapest, István Tarlós, et le Ministère de l'Intérieur souhaitent chacun résoudre la question des sans-abri en ville en les expulsant des lieux publics. Les associations civiles soulignent que ces mesures policières sont anti-constitutionnelles et qu'elles ne résolvent pas ce problème complexe.

La mairie du XIIe arrondissement souhaite installer une clôture autour du parc Városmajor. Cette grille coûtera 300 millions de HUF au contribuable, soit une dépense représentant 230.000 HUF par m². Les dirigeants Fidesz de l'arrondissement expliquent la nécessité de fermer ce jardin public durant la nuit pour des raisons de sécurité. Cependant, selon les statistiques officiels de la police, moins d'agressions ont lieu dans ce parc, situé à proximité de la place Moszkva, que partout ailleurs dans la capitale. Ainsi, selon le LMP, les dirigeants de l'arrondissement souhaite en fait tout bonnement expulser les sans-abris de ce quartier, bien qu'ils pourraient investir cette somme dans la création d'hébergements, l'adoption de mesures pour développer l'emploi ou encore en employant des gardiens dans le parc.

Bien que personne ne souhaite encore encercler la capitale de clôtures, un débat très semblable sur les sans-abris caractérise la communication des candidats à la mairie de Budapest, dans la perspective des élections municipales qui auront lieu le 3 octobre prochain. Le candidat du Fidesz-KDNP, István Tarlós, s'est engagé très tôt, dès le mois de mai, et de façon très optimiste sur ce sujet en déclarant qu'une seule

année suffirait pour résoudre le problème des SDF. Pour cela, il envisage de faire construire des hébergements pour les couples vivant dans la rue et de créer des possibilités de travail public. «Après cela, ceux qui souhaiteront continuer de vivre selon ce mode de vie, qui gêne les autres habitants, seront expulsés de la ville par les autorités», a-t-il également ajouté au printemps. Le Ministère de l'Intérieur a récemment préparé le terrain pour ce plan avec une modification de loi publiée sur son site.

Il propose en effet que la loi sur les constructions en zones urbaines comprenne un paragraphe interdisant l'usage inapproprié des espaces publics. Ainsi, ceux qui dorment dans les rues devraient payer une amende pour cela! Le Ministère défend en outre cette révision de loi en soulignant que les citoyens ont le droit, par exemple, d'utiliser des passages souterrains en bon état.

Fin septembre, plusieurs associations ont jugé «inhumaine» et «anti-constitutionnelle» la réforme du Ministère, au-delà même du fait qu'il serait concrètement impossible de faire payer des amendes aux sans-abris. Selon le président de l'Association caritative Oltalom (Abris), Gábor Iványi, les lieux d'hébergement ne peuvent accueillir qu'un quart des SDF. A Budapest on dénombre 4600 lits dans les centres d'hébergement, alors que entre 8000 et 15.000 personnes, selon les estimations, ne disposent pas de logement fixe dans la capitale. La moitié des sans-abris hongrois vivent à Budapest.

De nombreux SDF choisissent volontairement de passer la nuit dehors car ils craignent les vols de la part de leurs compagnons de dortoir. De plus, bien souvent ces institutions ne laissent-elles pas entrer ceux qui ont consommé de l'alcool. Par ailleurs, une grande partie de ces personnes souffrent de maladies psychiatriques et se sont retrouvées à la rue du fait de la rationalisation du système hospitalier, provoquant par exemple la fermeture de l'Institut Psychiatrique et Neurologique National (OPNI) à Lipótmezô. István Tarlós a également promis de réouvrir cette institution.

Cependant l'augmentation du nombre de lits dans les établissements d'accueil ne saurait résoudre le problème à long terme. En effet, ces hébergements ne remplacent pas une solution de logement plus pérenne. Selon les sondages de Magyar Máltai Szeretetszolgálat, 2/3 des sans abris travaillent et disposent donc de revenus, mais ceux-ci sont si bas qu'ils doivent choisir de le dépenser pour se loger ou pour se nourrir. Ainsi le candidat LMP à la mairie de Budapest, Benedek Jávor,

souligne-t-il la nécessité de mettre en place un programme de logements sociaux. Le groupe de défenseurs des droits des sans-abri A Város Mindenkié (La Ville à Tous) a manifesté dans le même sens devant le bâtiment du Ministère, le 21 septembre dernier. A cette occasion ils ont transmis une pétition dans laquelle sont tout autant critiqués le système actuel du traitement des sans abri que la proposition récente du Ministère. Le secrétaire d'État chargé de la construction a répondu que le Ministère réfléchissait également à des possibilités d'amélioration des conditions de logement.

Judit Zeisler

•
Catégorie
Agenda Culturel